

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	20.04.2024
Thema	Wahlen
Schlagworte	Keine Einschränkung
Akteure	Winterthur
Prozesstypen	Keine Einschränkung
Datum	01.01.1965 - 01.01.2024

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Beer, Urs
Bernath, Magdalena
Buchwalder, Mathias
Bühlmann, Marc
Da Pozzo, François
Flick Witzig, Martina
Heer, Elia
Heidelberger, Anja
Holenstein, Katrin
Müller, Eva
Porcellana, Diane
Rinderknecht, Matthias

Bevorzugte Zitierweise

Beer, Urs; Bernath, Magdalena; Buchwalder, Mathias; Bühlmann, Marc; Da Pozzo, François; Flick Witzig, Martina; Heer, Elia; Heidelberger, Anja; Holenstein, Katrin; Müller, Eva; Porcellana, Diane; Rinderknecht, Matthias 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Wahlen, Winterthur, 1982 – 2022*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 20.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Grundlagen der Staatsordnung	1
Wahlen	1
Wahlen in kantonale Parlamente	4
Kommunale Wahlen	5
Kommunale Ersatzwahlen	10

Abkürzungsverzeichnis

EDA Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten
VCS Verkehrs-Club der Schweiz

DFAE Département fédéral des affaires étrangères
ATE Association transports et environnement (ci-devant AST)

Allgemeine Chronik

Grundlagen der Staatsordnung

Wahlen

Wahlen

WAHLEN
DATUM: 01.01.2017
DIANE PORCELLANA

Les cantons du Valais, de Neuchâtel, de Vaud et de Soleure ont renouvelé leurs autorités durant l'année 2017. Les Conseils d'Etat de Neuchâtel et de Vaud n'ont pas connu de changement en terme de composition partisane. Alors que l'UDC a perdu un siège à l'exécutif valaisan et le PLR a l'exécutif soleurois, les deux partis les ont conservés lors des élections complémentaires organisées à Schaffhouse et en Appenzell Rhodes-Extérieures. Lors de la Landsgemeinde d'Appenzell Rhodes-Intérieures, le siège PDC a pu être maintenu. Les villes de St-Gall et de Winterthour ont également appelé leurs citoyennes et citoyens en cours de législature. Une deuxième femme a rejoint l'exécutif de la ville de St-Gall, l'exécutif a pris un virage à gauche et le PDC n'y est plus représenté pour la première fois depuis cent ans. Dans la seconde ville, les Verts ont assuré leur unique siège.

Quant aux législatifs, le PLR a renforcé sa présence dans les cantons de Vaud (+11 sièges) et de Neuchâtel (+8). Il devient le parti le plus fort (49 sièges) au Grand conseil vaudois, détrônant ainsi le PS (37 sièges). Toutefois, la droite ne parvient pas à former une majorité au parlement cantonal. Le PDC a perdu des sièges en Valais (-6 fauteuils), dans les cantons de Soleure (-4) et de Vaud (-4). Les Vert'libéraux suivent la voie, avec la perte d'un siège à Soleure et à Neuchâtel. Dans les cantons romands, les Verts assoient leur présence. Alors que le PS s'est affaibli dans le canton de Vaud, il s'est renforcé à Soleure. L'UDC enregistre une grande défaite à Neuchâtel, avec la perte de 11 sièges.

La part des femmes dans les législatifs cantonaux et communaux a légèrement augmenté par rapport aux élections précédentes, avec 27.2% au niveau cantonal et 39.6% à l'échelon communal. C'est le canton de Neuchâtel, qui a vu croître largement sa part de femmes au législatif cantonal avec 13 femmes supplémentaires en 2017. Deux nouvelles femmes siègent à présent dans les exécutifs de Vaud et de Soleure. Le présence d'une femme a pu être assurée lors de l'élection complémentaire du gouvernement schaffhousois. Sur l'ensemble des cantons, le PS possède le plus de représentantes dans les exécutifs, avec 13 femmes.

Durant l'année, la population neuchâteloise a accepté le projet de circonscription unique pour l'élection du Grand conseil en 2021. Des fraudes électorales auraient eu lieu en Valais, une enquête pénale a été ouverte afin de confirmer les soupçons. La société civile s'est particulièrement impliquée lors de l'élection du gouvernement valaisan, notamment avec le mouvement «Coupons-lui la voie» à l'encontre du ministre sortant Oskar Freysinger (udc).¹

WAHLEN
DATUM: 01.01.2018
DIANE PORCELLANA

Durant l'année 2018, les autorités des cantons de Berne, de Nidwald, d'Obwald, de Zoug, de Glaris, des Grisons et de Genève ont été renouvelées. Le PLR a sauvé ses sièges laissés vacants dans les exécutifs de Berne, de Nidwald, de Zoug et de Genève. Le PS a réussi à maintenir les siens à Berne et aux Grisons; tout comme le PBD à Glaris, le PCS à Obwald, les Verts à Berne et l'UDC à Nidwald.

Alors que le PDC avait assuré son siège lors de l'élection complémentaire de 2016 à Obwald, il l'a finalement perdu au profit de l'UDC. En Appenzell Rhodes-Intérieures, Thomas Rechsteiner (pdc), en retrait, a lui aussi été remplacé par un UDC, Ruedi Eberle. Le Parti du centre a récupéré un des deux fauteuils du PBD aux Grisons et celui de l'Alternative verte à Zoug. Le conseiller d'Etat sortant genevois Luc Barthassat (pdc) n'a pas été réélu, tout comme les conseillers municipaux des villes de Zürich et Winterthour, respectivement Josef Lisibach (udc) et Claudia Nielsen (ps). Enfin, lors de l'élection complémentaire organisée dans le canton de Fribourg, le siège Vert a été cédé au PLR.

S'agissant des législatifs cantonaux, le PS a gagné au total 13 sièges (BE: +5; OW: +2; GL: +1; ZG: +2; GR: +3), mais en a perdu 3 à Genève. A l'inverse, le PDC a remporté un douzième mandat à Genève et a vu son nombre de représentants diminuer dans plusieurs cantons (OW: -3; NW: -1; ZG: -1; GR: -1). Le PLR a renforcé sa présence dans les cantons de Berne (+3 sièges), des Grisons (+3), de Genève (+4) et de Nidwald (+2).

Dans les autres cantons, il en a perdu 4 (OW: -2; GL: -1; ZG: -1). Les Verts ont surtout progressé à Genève avec un gain de 5 mandats. Ils ont décroché un dixième siège au parlement zougais et ont cédé 2 des leurs à Berne. Les Vert'libéraux ont obtenu 2 sièges supplémentaires à Glaris et 1 aux Grisons. Sauf à Obwald (+2) et aux Grisons (-), l'UDC n'a enregistré que des pertes (BE: -3; GE: -3; NW: -2; GL: -2; ZG: -1). Il a cédé 3 fauteuils à Winterthour et le double dans la ville de Zürich. Le PBD figure également parmi les perdants avec 7 députés en moins (GR: -5; GL: -1; BE: -1), tout comme le MCG (GE: -8) et le PEV (BE: -2).

Il n'y a eu que dans le législatif du canton d'Obwald et de la ville de Zürich, où le nombre de femmes s'est amoindri par rapport aux élections précédentes (OW: de 16 à 14 sièges; Zürich: de 42 à 40). La présence féminine au gouvernement zougais est assurée avec l'élection de Silvia Thalmann-Gut (pdc). Berne et Genève comptent désormais une ministre supplémentaire. Le gouvernement grisonnais est devenu exclusivement masculin suite au départ de Barbara Janom Steiner (pbd), et Anne-Claude Demierre (FR, ps) n'a plus de collègue féminine suite à la démission de Marie Garnier (FR, verts). L'exécutif de Winterthour possède une femme de plus dans ses rangs, avec l'élection de la socialiste Christa Meier.

En parallèle des élections cantonales et communales, le Conseil national n'a pas donné suite à une initiative parlementaire prônant une représentation équilibrée des sexes au Parlement. Il a également, lors du vote final, rejeté le projet pour la souveraineté des cantons en matière de procédure électorale. Enfin, l'auteur de la fraude électorale, lors des élections cantonales valaisannes 2017, a été condamné à 12 mois de prison avec sursis.²

BERICHT
DATUM: 31.12.2020
ELIA HEER

2020 wählten acht Kantone ihre Parlamente neu (SG, UR, TG, SZ, SH, JU, AG, BS). Die «grüne Welle» spülte auch 2020 viele Mitglieder der Grünen und der Grünliberalen in die kantonalen Legislativen. Die Grünen gewannen in allen acht Kantonen Wähleranteile dazu, die Grünliberalen in sieben von acht – im Kanton Uri waren sie nicht zur Wahl angetreten. Diese Gewinne brachten den Grünen in diesen Kantonen total 69 Mandate ein (bei den letzten Wahlen in diesen Kantonen waren es noch 45 gewesen) und den Grünliberalen 48 (27 bei den letzten Wahlen in denselben Kantonen). Die Bundesratsparteien schwächelten derweil. Die FDP verlor in allen acht Kantonen Mandate (insg. -17 Sitze in diesen Kantonen), die SP (-12 Sitze) und die SVP (-14 Sitze) je in deren sechs. Am besten hielt sich die CVP (-4 Sitze), welche zwar in drei Kantonen Mandate abgeben musste, aber auch in drei Kantonen Sitze zulegen konnte.

Der Frauenanteil in den kantonalen Parlamenten stieg in sechs von acht Kantonen – am stärksten im Kanton Basel-Stadt (42.0%, +11 Prozentpunkte gegenüber den letzten Wahlen). Einzig in den Kantonen Jura (15.0%, +/- 0 Prozentpunkte) und Schwyz (9.0%, -5 Prozentpunkte) führten die Wahlen 2020 nicht zu einem Parlament mit mehr weiblichen Mitgliedern. Die Wahlbeteiligung lag einzig im Kanton Schaffhausen (57.0%), wo die Stimmpflicht gilt, über 50 Prozent. Am wenigsten Wahlberechtigte fanden im Kanton Thurgau den Weg an die Urne (32.6%).

Die acht **Kantone** führten auch Gesamterneuerungswahlen ihrer **Exekutiven** durch. Die grössten Veränderungen brachten die Wahlen im Kanton Basel-Stadt: Die SP konnte ihre zwei Rücktritte verteidigen, nicht aber die FDP und die Grünen, die beide die Abwahl eines amtierenden Regierungsratsmitglieds hinnehmen mussten. An ihre Stelle traten Vertreterinnen der LDP und der GLP. Die FDP verlor in zwei weiteren Kantonen einen Regierungssitz: in Uri an die SVP und in Schaffhausen an die SP. In den anderen Kantonen änderten die Wahlen jedoch nichts an der Parteizusammensetzung der Regierungen. In den Kantonen St. Gallen, Thurgau, Aargau und Schwyz kam es zwar zu Rücktritten von Regierungsmitgliedern auf Ende der Amtsperiode, überall schafften es die entsprechenden Parteien jedoch, ihre Sitze zu verteidigen. Im Kanton Jura kam es in den Gesamterneuerungswahlen im Herbst gar zu keiner einzigen personellen Änderung. Allerdings war es im Frühjahr vor den regulären Wahlen noch zu einer Ersatzwahl gekommen, bei der die CVP ihren freigewordenen Sitz an die Kandidatin der SP verlor, welche diesen ein halbes Jahr später erfolgreich verteidigte. Auch im Kanton Waadt kam es im Berichtsjahr zu einer **Ersatzwahl**, bei welcher die FDP ihren freigewordenen Sitz ebenfalls erfolgreich verteidigte. Unter dem Strich war Ende 2020 ein kantonales Regierungsmandat mehr von einer Frau besetzt als noch im Vorjahr (neu: 39 von 154 Mandaten). Während in der Regierung von Uri neu keine Frau mehr einsitzt anstatt wie bisher noch zwei, ist in Basel-Stadt, St. Gallen und Jura neu je ein Regierungsamt mehr von einer Frau besetzt.

Auch die **Städte** Genf, Luzern, Biel, St. Gallen und Bern wählten die Mitglieder ihrer **Legislativen** neu. Dort zeigte sich ein ähnliches Bild wie bei den kantonalen Wahlen: die grosse Gewinnerin war die Grüne Partei, welche in allen fünf Städten verglichen mit den letzten Wahlen Mandate dazugewann (zusammengerechnet von 48 auf 69 Sitze). Auch die Grünliberale Partei legte in diesen Städten zu, wenn auch in geringerer Masse (von 21 auf 28 Mandate; keine Vertretung in Genf).

Bei den meisten grossen **Städten** blieb die Parteizusammensetzung der **Exekutiven** nach den Wahlen gleich wie in der vorherigen Amtsperiode; namentlich in Bern, St. Gallen, Luzern und Biel. Dramatischer ging es in Genf zu und her, wo gleich vier der fünf amtierenden Regierungsmitglieder sich nicht mehr zur Wiederwahl stellten – zwei davon laut eigenen Angaben wegen eines Reputationsverlusts im Zusammenhang mit einer Spesenaffäre. Schlussendlich führten die Wahlen in der Stadt Genf zu einem Sitzgewinn der Grünen auf Kosten der Partei SolidaritéS. In Winterthur kam es derweil zum dritten Mal seit 2016 zu einem unerwarteten Abgang eines Mitglieds der Exekutive und daraufhin zu einer Ersatzwahl, bei der die FDP ihren freigewordenen Sitz an die Kandidatin der GLP abtreten musste.³

WAHLEN
DATUM: 31.12.2022
MATHIAS BUCHWALDER

En 2022, la population de sept cantons (BE, GL, GR, NW, OW, VD, ZG) **s'est rendue aux urnes pour renouveler ses autorités législatives.** En 2020 et 2021, les partis écologistes, sur la lancée des élections fédérales de 2019, étaient en constante progression. Si les Vert-e-s ont commencé à s'essouffler légèrement en 2022, le **Parti vert'libéral** a lui encore surfé sur la vague écologiste. Si l'on met de côté le canton des Grisons, qui a connu un changement de système électoral, 21 sièges supplémentaires sont tombés dans l'escarcelle des vert'libéraux (de 29 à 50 au total des six cantons restants). Ils sont ainsi entrés pour la première fois au législatif à Nidwald et Obwald, et ont progressé dans les autres cantons, à l'exception de Glaris, où ils ont perdu un strapontin. Le **Parti des vert-e-s** a lui récolté 9 sièges supplémentaires, grâce à de bons scores à Berne (+5 sièges) et Vaud (+4 sièges). Cependant, la gauche n'en est pas ressortie renforcée, car **les socialistes** ont perdu 15 sièges, avec des scores en recul dans chaque canton. **L'UDC** et le **PLR** sont restés plus ou moins stables (-3 sièges pour l'UDC et +2 pour le PLR). L'UDC demeure le parti le plus fort à Berne et Glaris, le PLR à Nidwald et dans le canton de Vaud. À Zoug et Obwald, le parti détenant le plus de sièges est **le Centre**, qui concourrait pour la première fois sous sa nouvelle bannière dans ces cantons. Issu de la fusion du PDC et du PBD, le parti a certes perdu 5 sièges par rapport au total cumulé de ses deux prédécesseurs, mais le tableau est nuancé selon les cantons. Les forces centristes ont progressé à Obwald, et ont légèrement cédé du terrain sinon, n'ayant désormais plus de représentant.e.s au Grand Conseil vaudois notamment. Au vu de ces résultats, la fusion ne semble pas encore avoir porté ses fruits.

Reste donc le cas des **Grisons**, où de nouveaux équilibres ont émergé en raison du nouveau système de vote. En effet, un système biproportionnel (double Pukelsheim) a été instauré en lieu et place du système majoritaire, jugé partiellement anticonstitutionnel par le Tribunal fédéral. Ce nouveau système était favorable aux partis plus petits. Sans surprise, les deux fractions les plus fortes au Grand Conseil, à savoir le Centre et le PLR, ont perdu respectivement 19 et 9 sièges, alors que l'UDC et le PS en ont gagné 16 et 7. Ce changement a également profité aux Vert'libéraux (+4 sièges) et aux Vert-e-s (+2 sièges).

Parmi les cantons élisant leurs autorités en 2022, celui qui s'est le plus rapproché de la **parité femme-homme** est le canton de Berne, avec 39.4 pour cent d'élues (35.6% lors de l'élection précédente). La part des femmes a également augmenté dans les cantons de Nidwald (de 21.7% à 26.7%), de Glaris (de 21.7% à 25%), de Zoug (de 28.8% à 30.0%), des Grisons (de 21.7% à 33.3%) et de Vaud (de 32.0% à 36.0%). En revanche, moins de 20 pour cent des députées sont des femmes à Obwald (de 25.5% à 18.2%), où la Nidwaldner Zeitung a parlé de «véritable débâcle» pour qualifier ce résultat.

Les Nidwaldien.ne.s ont été les champion.ne.s de la **participation**, avec 47.9 pour cent des ayants droit s'étant rendu.e.s aux urnes. Suivent Obwald (44.2%), Zoug (44.0%) et les Grisons (38.4%). La participation a navigué autour de 34 pour cent dans les cantons de Glaris (34.8%) et Vaud (34.3%), alors que moins d'un.e électeur.trice sur trois a voté dans le canton de Berne (31.9%). Dans certains cantons (Berne, Glaris, Zoug, Grisons), la participation a augmenté par rapport aux élections précédentes.

Au niveau des **exécutifs**, la stabilité a été de mise dans la plupart des cantons se

rendant aux urnes. La répartition des sièges entre les partis n'a, en effet, pas changé à Berne (deux UDC, deux PS, une verte, un PLR, une centriste), à Zoug (trois centristes, deux UDC, deux PLR), à Glaris, où tous les sortant.e.s ont été réélu.e.s (deux PLR, un centriste, une UDC, un PS) et aux Grisons (trois centristes, un PLR, un PS). Le PLR n'a pas été à la fête à Obwald, où il a cédé un siège au Centre (deux centristes, un PCS, un UDC, un sans-parti). A Nidwald, c'est le Parti vert/libéral qui lui a subtilisé un siège (trois centristes, deux UDC, un PLR, un PVL). Peter Truttmann est ainsi devenu le deuxième vert/libéral à entrer dans un exécutif cantonal après Esther Keller à Bâle-Ville. Enfin, le canton de Vaud a vécu un changement de majorité. En effet, l'alliance de droite composée du Centre, du PLR et de l'UDC a repris le quatrième siège cédé à la gauche en 2011. La PS Cesla Amarelle a ainsi été contrainte de quitter le gouvernement au profit de la surprenante centriste Valérie Dittli. Avec l'élection de Dittli, le Centre vaudois possède donc un siège au gouvernement, mais aucun représentant au Grand Conseil. Notons encore que la sœur de Valérie Dittli, Laura Dittli, a, quant à elle, été élue au gouvernement zougais, le canton d'origine de la famille.

Après deux années durant lesquelles les citoyen.ne.s ont dû se rendre aux urnes pour renouveler le mandat accordé à leurs autorités, les «Bestätigungswahlen» ont à nouveau pu se tenir à la **Landsgemeinde** dans le canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures. Sans surprise, les sept membres de l'exécutif ont été confirmés dans leurs fonctions.

Dans le canton de Schwyz, une **élection complémentaire** s'est tenue en raison des départs de Kaspar Michel (plr) et d'Andreas Barraud (udc). Le PLR et l'UDC ont conservé ces sièges avec les élections de Damian Meier (plr) et Xavier Schuler (udc).

A la fin de l'année 2022, 44 femmes siégeaient dans des exécutifs cantonaux, 3 de plus qu'une année auparavant, sur un total de 154 sièges (**28.6% de femmes**). 6 cantons ne comptaient aucune femme au sein de leur gouvernement (LU, UR, AR, TI, VS), alors que quatre étaient à majorité féminine (ZH, SO, TG, VD).

Parmi les dix plus grandes **villes** du pays, la population de Zurich et de Winterthur s'est rendue aux urnes en 2022. Au législatif de la ville de Zurich, la gauche a, de très peu, conservé sa majorité, avec 63 sièges sur 125. Les gains des Vert-e-s n'ont pas compensé les pertes du PS. A droite, le PVL, le PLR et le Centre sont sortis gagnants, alors que l'UDC a perdu des sièges.

A l'exécutif, pas de grand bouleversement des forces en présence: le seul sortant à ne pas briguer un nouveau mandat, membre de la gauche alternative, a été remplacé par une représentante du PS. A l'exécutif de Winterthur, la stabilité a également été de mise puisque tous les sortant.e.s ont été réélu.e.s. Au législatif, le PS est resté le parti le mieux représenté malgré de légères pertes, suivi par l'UDC et le PLR.⁴

Wahlen in kantonale Parlamente

Die **Gesamterneuerungswahlen in sieben Kantonalparlamente** (BE, GL, JU, NW, OW, VD, ZG) bestätigten gewisse Tendenzen, welche sich in den vorherigen Kantonalwahlen angekündigt hatten. Die FDP erlitt weitere Verluste und büsste insgesamt elf Sitze ein. Auch die CVP musste Federn lassen und verlor weitere neun Mandate. Im Gegensatz dazu konnten die Sozialdemokraten einen kräftigen Mandatszuwachs verzeichnen, nachdem sich schon im Vorjahr gesamthaft eine aufsteigende Tendenz, insbesondere in der Westschweiz, abgezeichnet hatte.

Die Auto-Partei (AP) wurde in ihrer rasanten Fahrt auf Erfolgskurs gebremst: Einzig in Bern konnte sie mit einem Mandat Einzug in ein Kantonalparlament halten. Auf kommunaler Ebene konnte sie immerhin in Winterthur drei Sitze erobern, in Zürich hingegen ging sie leer aus. Die Grüne Partei sowie grün-alternative Bewegungen konnten weiterhin Sitze zulegen, so in der Waadt, in Nidwalden und in den Städten Winterthur und Zürich. Die rechtsnationalistische Nationale Aktion (NA), welche sich in Schweizer Demokraten (SD) umbenannt hat, erlitt grosse Verluste und ist nach dem Ausscheiden in der Waadt nur noch in fünf Kantonen im Parlament vertreten. Der Anteil der Frauen in den kantonalen und kommunalen Parlamenten stieg weiter an; von den 735 im Berichtsjahr in sieben Kantonen (ohne AR) gewählten Parlamentsmitgliedern waren 105 weiblich (14,4%). Genf liegt weiterhin mit 32% an der Spitze, den Schluss bildet Schwyz mit 4%; in den Stadtparlamenten hat inzwischen die Zürcher Frauenvertretung mit einem Anteil von 32% diejenige von Lausanne (29%) überholt.

WAHLEN
DATUM: 01.01.1990
MATTHIAS RINDERKNECHT

Kommunale Wahlen

WAHLEN

DATUM: 07.03.1982
FRANÇOIS DA POZZO

Die **Erneuerungswahlen in Winterthur** waren gekennzeichnet durch den erfolglosen Angriff der Sozialdemokraten auf den Fünferblock der Bürgerlichen in der Regierung einerseits, die Verstärkung der listenverbundenen FDP, CVP und SVP auf zusammen genau die Hälfte der 60 Mitglieder der kommunalen Legislative andererseits. Auch hier verloren die Sozialdemokraten und der Landesring an Boden, wenn auch in wesentlich geringerem Ausmass als im Kantonshauptort. Die NA hatte ihre beiden Mandate kampflös preisgegeben.⁵

WAHLEN

DATUM: 02.03.1986
KATRIN HOLENSTEIN

In Winterthur erlitt die FDP eine Niederlage. Nach dem Rücktritt des zum Flüchtlingsdelegierten gewählten Peter Arbenz gelang es den Freisinnigen nicht, ihren dritten von 7 Stadtratssitzen zu verteidigen. Diesen errang die SP mit Heinrich Vogt, so dass die Sozialdemokraten nach 20 Jahren nun wieder drei Stadträte stellen. Eine Wahlschlappe musste zudem der langjährige freisinnige Stadtpräsident Urs Widmer einstecken, der mit dem schlechtesten Ergebnis aller Bisherigen wiedergewählt wurde und – obwohl einziger Kandidat – als Stadtpräsident erst in einem zweiten Wahlgang bestätigt wurde.

Ein ähnliches Resultat wie im Kantonshauptort zeigten die Wahlen für den Grossen Gemeinderat. Die NA ging als Hauptgewinnerin hervor und kehrte mit 5 Abgeordneten ins Parlament zurück. Auf Anhieb eroberte die Grüne Partei 3 Sitze, während die EVP und die POCH je ein Mandat zulegen konnten. Der Wahlerfolg der kleinen Parteien ging auch hier auf Kosten der FDP, die 4 Sitze einbüsste, sowie der übrigen Regierungsparteien. Einen grossen Sprung vorwärts machten die Frauen, die neu einen Fünftel aller Abgeordneten stellen (1982: 8,3%).⁶

WAHLEN

DATUM: 25.02.1990
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die Wahlen in den **Grossen Gemeinderat** (Legislative) von Winterthur brachten **nur geringfügige Sitzverschiebungen**, wobei sich das links-grüne Lager leicht verstärken konnte. Die Sozialdemokraten, welche erstmals mit getrennten SP-Frauen- und Männerlisten sowie mit einer separaten Liste des Gewerkschaftsbundes antraten, konnten insgesamt zwei Sitzgewinne verzeichnen, wobei die Frauenliste vier, die Männerliste neun und die Gewerkschaftsliste vier Sitze erhielten. Auch die Grünen und die Auto-Partei waren erfolgreich: Die GP gewann zwei Mandate (neu fünf), die neu kandidierende "Offene Liste" erreichte einen Sitz, und auch die AP zog mit drei Vertretern erstmals ins Parlament ein. Auf der Verliererseite stand die NA, welche drei ihrer fünf Sitze hergeben musste. Von den Parteien der Mitte verloren die EVP und der LdU je einen Sitz, während die Demokratische Partei ihre zwei Mandate halten konnte. Die FDP, CVP und SVP büssten je ein Mandat ein und verfügen im 60 Mitglieder zählenden Rat noch über 22 Sitze.

Die **Stadtratswahlen** (Exekutive) brachten **keine parteipolitischen Veränderungen**. Das Resultat fiel allerdings ganz knapp zugunsten der bürgerlichen Mehrheit aus; der Herausforderer der Demokratischen Partei (DP), welche eher links-grüne und insbesondere kulturelle Anliegen vertritt, unterlag mit nur 87 Stimmen Differenz (gemäss Nachzählung). Herausragend während des Wahlkampfes war vor allem die umstrittene Werbekampagne des Kandidaten der DP, welcher vom Handelshaus Volkart unterstützt wurde, was ihm den Vorwurf einer zu starken Abhängigkeit vom Geldgeber einbrachte.⁷

WAHLEN

DATUM: 06.03.1994
EVA MÜLLER

In Winterthur, wo die Wahlen im Schatten der gleichzeitig stattfindenden Zürcher Wahlen standen, kam es zu **keinen grossen parteipolitischen Veränderungen**. Erstmals zieht jedoch eine Frau in den **Stadtrat** ein: Die Gewerkschafterin **Aurelia Favre** konnte den dritten SP-Sitz des zurücktretenden Walter Ryser verteidigen und setzte sich damit gegen zwei Mitbewerberinnen der FDP und der DP durch. Die sechs bisherigen Exekutivmitglieder wurden alle bestätigt.

Die Wahlen in das **Stadtparlament** ergaben **zwei Sitzgewinne für die SVP und je einen für die FDP, die EDU und die SP**, welche stärkste Partei bleibt. CVP, EVP und FP (ex-AP) konnten ihre Sitze halten, während LdU, SD, DP und die Grünen je einen Sitz verloren.⁸

WAHLEN
DATUM: 22.02.1998
URS BEER

Die Kommunalwahlen in Winterthur vom 22. Februar standen im Schatten jener von Zürich. Seitdem die SP 1986 auf Kosten der FDP den dritten Sitz zurückerobert hatte, setzte sich der Winterthurer Stadtrat aus 3 SP, 2 FDP, 1 SVP und 1 CVP zusammen. An dieser Formel änderte sich auch 1998 nichts. Alle bisherigen Stadträte wurden wiedergewählt, zudem wurde Martin Haas (fdp) – allerdings ohne Gegenkandidat – als Stadtpräsident bestätigt. Als **Siegerin** der Parlamentswahlen konnte sich die **SP** über **drei Mandatsgewinne** freuen; sie erzielte das beste Resultat seit 1966 und ist mit 21 Sitzen nach wie vor die stärkste Fraktion im 60köpfigen Gemeinderat. Fast ebenso markant legte die **SVP** zu, die wie schon 1994 **zwei Mandate** hinzu **gewann** und mit 10 Mandaten bis auf einen Sitz an die FDP heran kam. Sie profitierte vor allem vom Verzicht der Schweizer Demokraten (bisher ein Mandat) und vom Verlust eines Sitzes der Freiheits-Partei (2). Zu den Verliererinnen gehörten ferner die FDP (11) und die CVP (4), die je einen Sitz verloren, sowie der LdU, der nach einem weiteren Sitzverlust nur noch mit einer Abgeordneten im Rat vertreten ist. Die EVP und die Grünen blieben auf ihrer bisherigen Zahl von 5 bzw. 4 Mitgliedern stehen, ebenso die EDU und Die andere Partei (DaP) mit je einem Sitz. Die Anzahl Frauen stieg von 21 auf 24, dies auch dank der SVP, die zwei Frauen auf ihrer Liste doppelt aufführte und ihnen damit eine Wahl sicherte. Der **Frauenanteil** beträgt neu **40%**.⁹

WAHLEN
DATUM: 03.03.2002
MAGDALENA BERNATH

Im Gegensatz zu den Erneuerungswahlen von 1998, als alle Bisherigen bestätigt wurden, stand die **Stadtratswahl** 2002 im Zeichen der Veränderung. Mit Stadtpräsident Martin Haas (fdp), Leo Iten (svp) und Heiri Vogt (sp) traten drei langjährige Regierungsmitglieder zurück. Im März veränderten die Wahlberechtigten bei einer Stimmbeteiligung von 55% die Kräfteverhältnisse im Stadtrat und **entzogen den grossen bürgerlichen Parteien die absolute Mehrheit**. Künftig regiert eine Exekutive, in der die Linke und die Rechte gleich stark sind und in der die erstmals vertretene Mitte-Partei EVP das Zünglein an der Waage spielen kann (3 SP, 1 EVP, 2 FDP, 1 CVP). Am meisten Stimmen erhielten die Stadträte Ernst Wohlwend (sp), Reinhard Stahel (fdp) und Hans Hollenstein (cvp). Problemlos gewählt wurde auch Walter Bossert, der für die SP den freiwerdenden Sitz von Heiri Vogt verteidigte. Der FDP gelang es mit Verena Gick ebenfalls, ihren zweiten Sitz zu halten; Gick erreichte zwar das schlechteste Resultat, lag aber immer noch vor den beiden Kandidierenden der SVP, Jürg Stahl und Gisela Beutler. Diese erreichten ebenfalls das absolute Mehr, schieden jedoch als überzählig aus und konnten damit den Sitz des zurücktretenden Leo Iten nicht verteidigen. Vom Verlust der SVP profitierte Maja Ingold von der EVP, die das Bündnisangebot von SP und Grünen abgelehnt hatte. Ingold zog als erste EVP-Vertreterin überhaupt in die Winterthurer Stadtregierung und erhielt zudem mehr Stimmen als Pearl Pedergnana (sp), die ihr Amt erst im November 2001 hatte antreten können, und Verena Gick (fdp). Damit sitzen drei Frauen in der Winterthurer Regierung.

Bei der Wahl ins **Stadtpräsidium** erzielte der **SP-Kandidat Wohlwend** deutlich mehr Stimmen als der Freisinnige Stahel, verfehlte jedoch das absolute Mehr um 358 Stimmen knapp. Obschon sich die bürgerlichen Parteien FDP, CVP und SVP gemeinsam für die Wahl Stahels einsetzten, um einen Ausgleich zum Verlust der absoluten Mehrheit im Stadtrat zu schaffen, siegte Wohlwend im zweiten Wahlgang mit einem Vorsprung von fast 2000 Stimmen (13 708; Stahel: 11'732). Damit erhielt Winterthur den ersten sozialdemokratischen Stadtpräsidenten; seit 1922 hatten immer die Demokraten und später die Freisinnigen dieses Amt besetzt.

In den **Gemeinderatswahlen** hingegen war die **SVP die grosse Siegerin**. Sie hatte den Gewinn von zwei Sitzen angestrebt, legte aber vier Mandate zu und stellt neu 14 Mitglieder. Damit mussten ihr die Freisinnigen die Rolle als stärkste Fraktion des bürgerlichen Blocks überlassen, da sie ihr Ziel, einen Sitzgewinn, verfehlten und stattdessen nach 1998 ein weiteres Mandat abgeben mussten; sie verfügen über so wenige Sitze wie nie zuvor (10). Die CVP konnte ihre 4 Sitze halten. Zusammen mit der EDU (die ihren einzigen Sitz halten konnte) und der SD (die nur eines der beiden Mandate eroberte, das die Freiheitspartei kampfflos preisgegeben hatte) kommt das rechte Lager neu auf 30 Abgeordnete (bisher 28) – genau die Hälfte der 60 Gemeinderatssitze. Entscheidend werden wie bisher die 4 Stimmen der EVP sein, die das Zünglein an der Waage zwischen links und rechts spielen kann. Die SP verfehlte ihr Wahlziel von zwei Sitzgewinnen, stellt aber mit 21 Mandaten immer noch die stärkste Fraktion. Die links von ihr politisierende Alternative Liste errang neu einen Sitz. Die Grünen (4) hingegen konnten ihre beiden zusätzlichen Mandate nicht verteidigen, die sie während der Amtsdauer hinzugewonnen hatten, weil sich die DaP (Die andere Partei) und der LdU aufgelöst hatten und nicht mehr antraten. Der Frauenanteil des Winterthurer Parlaments beträgt 36,7%.¹⁰

WAHLEN
DATUM: 07.03.2010
MARC BÜHLMANN

Lediglich acht bisherige Mitglieder des **Winterthurer Gemeinderates** traten per 2010 zurück, unter ihnen Ruth Werren (fdp), die amtsälteste Rätin überhaupt, die 23 Jahre im Gemeinderat gesessen hatte. Für die 60 Sitze kandidierten 178 Frauen und 275 Männer aus zwölf Parteien und Gruppierungen. Neben den etablierten Parteien (SP, SVP, FDP, CVP, EVP, GP, GLP, AL, EDU, SD) standen auch zwei neue Gruppierungen zur Wahl: die Piratenpartei und das „Ethische Bündnis von Benjamin Stöckli“. Die Piratenpartei ist eine aus Schweden stammende Bewegung, die sich für freies Internet einsetzen will. In Winterthur traten schweizweit zum ersten Mal Kandidierende der Piratenpartei auf einer Viererliste zur Wahl an. Tatsächlich wurde einer davon – Marc Wäckerlin – auch gewählt. Die **eigentlichen Sieger** der Gemeinderatswahlen waren aber die **Grünliberalen**, die vier Sitze gewannen (neu: 6 Sitze) und die **SVP**, die zwei neue Sitze erringen (neu: 13 Sitze) und damit Terrain auf die SP gutmachen konnte. Die Sozialdemokraten verloren drei Sitze (neu: 16 Sitze), bleiben aber stärkste Fraktion. Ebenfalls Verluste verzeichneten die EVP (neu: 4 Sitze / -1), die CVP (5 / -1) und die FDP (7 / -2). Neu im Winterthurer Gemeinderat mit je einem Sitz vertreten sind auch die EDU und die SD. Die Wahlbeteiligung lag bei 40.7%

Um die sieben Sitze im Winterthurer **Stadtrat** kämpften zehn Kandidatinnen und Kandidaten der CVP, EVP, FDP, GLP, SP und SVP. Neben den fünf Bisherigen Ernst Wohlwend, Pearl Pedernana (beide sp), Matthias Gfeller (gp), Verena Gick (fdp) und Michael Künzle (cvp), buhlten fünf Neue um die Gunst der Winterthurer Wählerschaft: Stefan Fritschi (fdp), Nik Gugger (evp), Michael Zeugin (glp), Nicolas Galladé (sp) und Daniel Oswald (svp). Zurückgetreten waren Maja Ingold von der EVP und Walter Bossert von der SP. Für das Stadtpräsidium kandidierte einzig der bisherige Amtsinhaber Wohlwend, dessen dritte Amtszeit ihm von keiner Partei streitig gemacht wurde. Die fünf Bisherigen erreichten alle das absolute Mehr. Die EVP konnte ihren Sitz nicht verteidigen. Dieser ging an Stefan Fritschi und die **FDP**, die damit in Winterthur **neu zwei Regierungsmandate** innehat. Neu in der Exekutive ist zudem Nicolas Galladé, dem damit die Sitzverteidigung für die SP gelang. Die Angriffe der GLP und der SVP waren hingegen nicht erfolgreich. Wohlwend wurde als Stadtpräsident bestätigt. Obwohl er keine Konkurrenz hatte, entfielen knapp 8400 Stimmen auf „Vereinzelte“. ¹¹

WAHLEN
DATUM: 09.02.2014
MARC BÜHLMANN

Die Mehrheit der Gemeinden im Kanton Zürich führte die kommunalen Gesamterneuerungswahlen am 30. März durch. Ausnahmen machten ein paar wenige Gemeinden, sowie die grossen Städte Zürich und Winterthur, welche die Legislative und die Exekutive bereits am 9. Februar neu bestellten. Für den 60-köpfigen **Grossen Gemeinderat** – das Winterthurer Parlament – waren lediglich sieben Sitze vakant; 53 Bisherige traten wieder an und wurden von 409 neuen Bewerberinnen und Bewerbern herausgefordert. In der Legislatur zwischen 2010 und 2014 standen sich in der Winterthurer Legislative zwei Blöcke gegenüber, die alleine über keine Mehrheit verfügten. Die links-grüne Seite mit der SP (16 Sitze), der GP (5 Sitze) und der Alternativen Liste (al, 1 Sitz) war für Mehrheiten genauso auf die Mitteparteien EVP (4 Sitze) und GLP (6 Sitze) angewiesen wie die bürgerliche Seite aus SVP (13 Sitze), FDP (7 Sitze) und CVP (5 Sitze). Über jeweils einen Sitz verfügten die EDU und die Piraten. Ebenfalls ein Mandat hatten 2010 noch die SD erhalten, die aber 2014 gar nicht mehr antraten. Neu beteiligte sich hingegen die BDP, die mit zwei Kandidierenden antrat. Von grossen Verschiebungen ging niemand aus. Tatsächlich **wechselten gerade mal drei Sitze die Parteien**: jeweils einen Sitz abgeben mussten die CVP (neu 4 Sitze, 6,0%, -1,6 Prozentpunkte) und die SP (neu 15 Sitze, 24,4%, -2,4 Prozentpunkte), die allerdings stärkste Partei im Grossen Gemeinderat blieb. Zudem gaben die SD ihr Mandat kampflos preis. Einen der frei werdenden Sitze erobern konnte die GLP, die neu über sieben Mandate verfügt und ihren Wähleranteil noch einmal um 1,2 Prozentpunkte steigern konnte (neu: 11,1%). Der zweite freie Sitz ging an die BDP, die also auf Anhieb mit einem Rumpfteam und dank 1,5% Wählerstärke in den Grossen Gemeinderat einziehen konnte. Das dritte freie Mandat eroberte die AL, die ihre Wählerstärke beinahe verdoppeln konnte (neu: 3,4%) und neu über zwei Sitze verfügt. Alle anderen Parteien konnten ihre Mandate verteidigen. Eine Verdoppelung der Wählerstärke auf neu 2,4% brachte der Piratenpartei knapp nicht den erhofften zweiten Sitz. Immerhin wurde Marc Wäckerlin recht deutlich bestätigt, was auch auf zahlreiche Fremdstimmen zurückzuführen war.

Auch im **Stadtrat** standen die Zeichen auf Kontinuität, **traten doch alle sieben bisherigen Stadträte wieder zur Wahl an**. Sowohl die links-grüne Mehrheit bestehend aus Yvonne Beutler (sp), Nicolas Galladé (sp), Matthias Gfeller (gp) und Pearl Pedernana (sp) wie auch die Bürgerlichen Barbara Günthard-Maier (fdp), Stefan Fritschi (fdp) und Stadtpräsident Michael Künzle (cvp) kandidierten für eine weitere Amtsperiode. Vier Herausforderer traten für die Wahlen vom 9. Februar an: Josef Lisibach (svp), Beat

Meier (glp), Marc Wäckerlin von der Piratenpartei, seines Zeichens Mitgründer der Schweizer Piratenpartei und erster Pirat, der einen Sitz in einem Kommunalparlament erobern konnte, sowie der parteilose politische Neuling Bernd Maurer. Keine Herausforderer hatte Michael Künzle (cvp), der als einziger für das Stadtpräsidium kandidierte. Am ehesten wurden Josef Lisibach Chancen eingeräumt: Der in Gewerbekreisen gut vernetzte Gemeinderat galt als Pragmatiker, zeichnete sich aber auch als Kritiker der Verkehrs- und Finanzpolitik des Stadtrates aus. Lisibach sollte für die SVP den 2002 verlorenen Sitz im Stadtrat zurückerobern. Kam dazu, dass Lisibach zusammen mit den amtierenden Bürgerlichen in einer „Allianz starkes Winterthur“ auftrat. Gegenseitige Angriffe unter Bisherigen sind in der Eulachstadt allerdings eher tabu, weil aber auch in Winterthur magere Jahre anstanden, spielte das Finanzthema eine wichtige Rolle. Ende 2013 hatte ein Budgetstreit die Stadt beinahe lahmgelegt. Schliesslich hatte das Parlament ein enges Sparprogramm ohne Steuererhöhungen beschlossen, was der links-grünen Mehrheit im Stadtrat naturgemäss nicht behagte. Das Thema Finanzen zog sich denn auch durch den allerdings eher lauen Wahlkampf. Auch der öffentliche Verkehr und die Parkplatzbewirtschaftung sind in Winterthur ein heisses Eisen. Hier zeigten sich Gräben zwischen der linken Bauvorsteherin Pearl Pedergnana (sp) und den bürgerlichen Herausforderern. Kritik für ihre Verkehrs- und Baupolitik musste Pedergnana auch aus Wirtschaftskreisen einstecken – zu viel Kritik, wie sich am Wahltag erweisen sollte. Pedergnana wurde nämlich nach 13-jähriger Amtszeit abgewählt. Die Winterthurer Bevölkerung hatte sich für eine **bürgerliche Wende in der Stadtregierung** entschieden und Josef Lisibach (svp) mit 13'688 Stimmen mehr Support gegeben als Pedergnana, die mit 11'883 Stimmen distanziert wurde und sich auf dem achten Platz wiederfand. Die Präferenz für eine bürgerlichere Regierung zeigte sich auch im Umstand, dass Michael Künzle (cvp, 20'420 Stimmen) und Stefan Fritschi (fdp, 18'553 Stimmen) die besten Resultate erzielten. Erst auf Rang drei folgte Yvonne Beutler (sp, 16'553 Stimmen), dicht gefolgt von Barbara Günthard-Maier (fdp, 16'381 Stimmen). Bereits etwas abgeschlagen erhielten Nicolas Galladé (sp) 14'676 Stimmen und Matthias Gfeller (gp) 14'542 Stimmen. Wie erwartet nicht in das Geschehen eingreifen konnten Beat Meier (glp, 9'941 Stimmen), Marc Wäckerli (piraten, 3'830 Stimmen) und Bernd Maurer (parteilos, 678 Stimmen). Als Stadtpräsident bestätigt wurde Michael Künzle mit 16'969 Stimmen. Er zeigte sich vor allem erfreut über die bürgerliche Wende, wobei er aber auch an seine Kollegin Pedergnana denke. Die Wahlbeteiligung lag – wohl auch bedingt durch die gleichzeitig stattfindenden eidgenössischen Abstimmungen – bei hohen 48,8% (2010: 40,7%).¹²

WAHLEN
 DATUM: 04.03.2018
 ANJA HEIDELBERGER

Die Ausgangslage für die **Stadtratswahlen von Winterthur 2018** deutete nicht auf eine spannende Wahl hin: Alle sieben Bisherigen traten erneut an und keinem der vier neuen Kandidierenden sprachen die Medien grosse Chancen auf einen Coup zu. Dennoch kam es am Wahlsonntag im März 2018 zu einer Überraschung: Die Herausforderin der SP, Christa Meier, erzielte 13'434 Stimmen und somit 1021 Stimmen mehr als der bisherige SVP-Stadtrat Josef Lisibach (12'413 Stimmen), der ebenfalls das absolute Mehr erzielt hatte. Lisibach verlor somit den einzigen Sitz der SVP im Winterthurer Stadtrat, Meier erreichte für die SP einen dritten Sitz. Annetta Steiner von der GLP (9148 Stimmen), Marc Wäckerlin von der Piratenpartei (2392 Stimmen) und der parteilose Blerim Bunjaku (1886 Stimmen) verpassten das absolute Mehr hingegen teilweise deutlich. Dennoch wertete die NZZ die Stadtratskandidatur von Wäckerlin als Erfolg, da ihm diese vermutlich zur Wiederwahl in den Grossen Gemeinderat (vgl. unten) verholpen habe. Von den übrigen Bisherigen erzielte Finanzvorsteherin Yvonne Beutler (ZH, sp, 19'814 Stimmen) vor dem Vorsteher des Schul- und Sportdepartements, Jürg Altwegg (ZH, gp, 18'072 Stimmen), und dem Vorsteher des Sozialdepartements, Nicolas Galladé (ZH, sp, 17'369 Stimmen), am meisten Stimmen. Dahinter folgten die übrigen Bisherigen, Stefan Fritschi (ZH, fdp, 16'277 Stimmen), der bisherige Stadtpräsident Michael Künzle (ZH, cvp, 15'937 Stimmen) und Barbara Günthard-Maier (ZH, fdp, 14'683 Stimmen). Die FDP konnte folglich ihre zwei Sitze verteidigen und auch der CVP-Stadtpräsident wird dem Gremium erhalten bleiben. Unklar war am Ende des Wahlsonntags aber, ob Künzle auch Stadtpräsident bleiben wird oder nicht, da alle Kandidatinnen und Kandidaten bei der Wahl um das Stadtpräsidium das absolute Mehr verpasst hatten. Michael Künzle fehlten 1227 Stimmen zur frühzeitigen Bestätigung im Amt, was von den Medien als ziemliche Überraschung gewertet wurde. Die neu in den Stadtrat gewählte Christa Meier, die ebenfalls für das Präsidium kandidiert hatte, erzielte mit 7793 Stimmen einen Achtungserfolg. Annette Steiner, die dritte Anwärterin auf das Präsidenschaftsamt erhielt 2187 Stimmen und schied für den zweiten Wahlgang aus, da für diesen nur noch gewählte Mitglieder des Stadtrats zur Wahl zugelassen sind. In der Folge entschied sich die Winterthurer SP, anstelle von Christa Meier Yvonne Beutler als Kandidatin für das Stadtpräsidium in den zweiten Wahlgang zu schicken, da sie in den Stadtratswahlen

deutlich mehr Stimmen geholt hatte als ihr Konkurrent Künzle. Sie sei dank dieser grossen Unterstützung geradezu «öffentlich [zur Kandidatur] berufen» worden, lobte die Zeitung «der Landbote» diesen Entscheid.

Folglich kam es am 15. April zwischen dem bisherigen Stadtpräsident Michael Künzle (ZH, cvp) und seiner Herausforderin Yvonne Beutler zum Zweikampf um das Stadtpräsidium. Anders als noch einen Monat zuvor bestätigten die Winterthurerinnen und Winterthurer den «CVP-Stadt Vater» (Tagblatt) mit 15'817 zu 12'642 Stimmen dann aber doch relativ deutlich im Amt. Dies begründeten die Medien hauptsächlich mit der guten Zusammenarbeit der bürgerlichen Parteien für diesen zweiten Wahlgang.

Nicht nur bei den Stadtratswahlen, auch bei den **Wahlen in den Grossen Gemeinderat der Stadt Winterthur 2018** durfte sich die SP als Siegerin feiern. Sie konnte ihre Sitzzahl um 3 Sitze auf 18 und somit auf 30 Prozent aller Sitze vergrössern. Die SVP hingegen verlor drei Sitze und erzielte gemäss NZZ mit 16.9 Prozent aller Stimmen den tiefsten Wert seit 1998. Nachdem sich die SP und die SVP bezüglich ihrer Sitzzahl über Jahre hinweg angenähert hatten – 2014 hatten die Parteien nur noch 1.9 Prozentpunkte auseinandergelegen (SP: 24.4%, SVP: 22.5%) –, vergrösserte sich die Differenz nun wieder deutlich. Auch die Grünen und die FDP machten je einen Sitz gut (neu: 6 respektive 8 Sitze). Die CVP verlor im Vergleich zu den letzten Wahlen 2014 einen weiteren Sitz. Allerdings hatte sie diesen faktisch schon während der Legislatur verloren, war doch Franco Albanese von der CVP zur SVP gewechselt. Mit nunmehr drei Sitzen verpassten die Christlichdemokraten somit Fraktionsstärke. Ihren einzigen Sitz verlor auch die BDP. Jedoch wurde drei Tage nach der Wahl bekannt, dass bei der Auszählung der Resultate – wie die BDP zuvor vermutet hatte – ein Fehler unterlaufen war: Im Wahlkreis Wülflingen waren nur die von Hand veränderten, nicht aber die unveränderten Listen ins elektronische System eingegeben worden. Die Korrektur des Ergebnisses, die der BDP den verloren geglaubten Sitz von Yvonne Gruber zurückbrachte, ging auf Kosten von Nina Wenger, die ansonsten mit dem Jahrgang 1998 jüngste Gemeinderätin in Winterthur geworden wäre. Die Grünen zeigten sich «masslos enttäuscht und auch etwas verärgert» über diesen Fehler, wie Renate Dürr, Co-Präsidentin der Grünen Winterthur zu Protokoll gab. Keine Veränderungen in der Sitzzahl gab es bei der GLP (7 Sitze), der EVP (4 Sitze), der AL (2 Sitze), der EDU (1 Sitz) und der Piratenpartei (1 Sitz).

Anstatt einer links-grünen Mehrheit weist der Grosse Gemeinderat zukünftig folglich nach Ansicht der Medien zwei gleich grosse Lager auf, weil Annetta Steiner als Präsidentin kein Stimmrecht hat: SP, Grüne, AL und EVP genauso wie SVP, FDP, CVP, EDU, GLP und die Piraten hätten zusammen je 29 Stimmen, wurde berichtet. Dies mache Gruber, die zuvor mit der EVP eine Fraktion gebildet hatte, zu einer begehrten Fraktionspartnerin. Gruber liess vorerst offen, welcher Fraktion sie zukünftig angehören wolle, entschied sich in der Folge aber für einen Anschluss an die FDP-Fraktion. Da sich die BDP mit dieser Entscheidung nicht einverstanden zeigte, wechselte Gruber wenige Wochen nach der Wahl von der BDP zur FDP. Dadurch verschwinde die BDP in Winterthur von der Bildfläche, urteilte «der Landbote».

Auf die neue Legislatur hin wechselte zudem der Vertreter der Piratenpartei, Marc Wäckerlin, von der GLP-Fraktion zur SVP-Fraktion, nachdem er auch mit der GLP- und der FDP-Fraktion über eine Zusammenarbeit diskutiert hatte. Mit der SVP sei die Übereinstimmung, vor allem in Verkehrs- und Finanzfragen jedoch am grössten gewesen, erklärte er dem «Landboten». Durch diesen Wechsel erhielt die SVP-Fraktion in der neuen Legislatur zusätzliche Kommissionssitze.¹³

WAHLEN
DATUM: 13.02.2022
MARTINA FLICK WITZIG

Bei den **Stadtratswahlen 2022 in Winterthur** standen die Zeichen auf Kontinuität, da alle Bisherigen zur Wiederwahl antraten. Hinzu kamen drei Herausfordernde. Das Feld der Kandidierenden teilte sich in zwei Bündnisse auf: Die «Progressive Allianz» verband die fünf Kandidierenden aus dem links-grünen Lager: Sozialvorsteher Nicolas Galladé (sp), Bauvorsteherin Christa Meier (sp), Finanzchef Kaspar Bopp (sp), Schulvorsteher Jürg Altwegg (gp) und die Vorsteherin des Departements für Sicherheit und Umwelt Katrin Cometta (glp). Das bürgerliche Lager setzte dagegen auf das «Team Freiheit» mit dem Stadtpräsidenten Mike Künzle (mitte), dem Vorsteher des Departements Technische Betriebe Stefan Fritschi (fdp) sowie den Herausfordernden Ramona Heuberger (fdp), Thomas Wolf (svp) und Maria Wegelin (svp).

Alle Bisherigen konnten ihre Mandate verteidigen. Das beste Ergebnis erzielte dabei Stadtpräsident Mike Künzle mit 21'799 Stimmen. Auf den weiteren Plätzen folgte der Freisinnige Stefan Fritschi (20'138 Stimmen) vor Katrin Cometta (20'026 Stimmen). Auch Nicolas Galladé (19'132 Stimmen), Kaspar Bopp (19'051 Stimmen), Jürg Altwegg (19'028 Stimmen) und Christa Meier (16'579) erreichten das absolute Mehr von 12'542 Stimmen problemlos. Im Vorfeld war am ehesten die Wiederwahl von Bauvorsteherin Christa

Meier als unsicher diskutiert worden – sie hatte im Sommer 2021 die Einführung von Tempo 30 im gesamten Stadtgebiet einschliesslich der Hauptachsen angekündigt. Dies war gemäss Medien bei Teilen der Bevölkerung und der politischen Akteure auf wenig Gegenliebe gestossen, zumal die Massnahme nach Angaben des Stadtrats Mehrkosten in Millionenhöhe nach sich ziehen würde. Meier wurde dann aber problemlos wiedergewählt. Das absolute Mehr konnte zwar auch die Freisinnige Ramona Heuberger knacken (14'660 Stimmen), sie lag damit allerdings hinter Meier und kam als Überzählige nicht zum Zug. Deutlich weniger Stimmen erzielten die beiden SVP-Kandidierenden Thomas Wolf (9'578 Stimmen) und Maria Wegelin (8'839 Stimmen). Letztere hatte in den letzten Monaten als entschiedene Gegnerin der Corona-Massnahmen auf sich aufmerksam gemacht. Die Stimmbeteiligung war mit 45.4 Prozent geringfügig niedriger als vier Jahre zuvor (46.4 Prozent).

Bei der Wahl zum **Stadtpräsidenten** wurde Amtsinhaber Mike Künzle durch Kaspar Bopp herausgefordert, der seit gut zwei Jahren der städtischen Exekutive angehört. Anders als noch vor vier Jahren, als Künzle das Rennen um das Stadtpräsidium erst im zweiten Wahlgang für sich entschieden hatte, konnte er sich diesmal souverän gegen seinen Herausforderer durchsetzen. Auf den Amtsinhaber entfielen 15'948 Stimmen, auf Bopp 10'980.

Gleichentags fanden auch die **Wahlen zum Winterthurer Stadtparlament 2022** statt, aus denen die SP als stärkste Partei hervorging. Sie verlor jedoch die drei Mandate, die sie bei den Wahlen von 2018 hatte hinzugewinnen können. Neu entfallen 15 der insgesamt 60 Sitze auf die Sozialdemokratinnen und Sozialdemokraten. Ein Mandat musste auch die SVP abgeben, nachdem sie schon bei den Wahlen von 2018 drei Sitze verloren hatte. Neu stehen der Partei noch neun Mandate zu. Damit liegt sie gleichauf mit der FDP, die ihren im Jahr 2018 begonnenen Zuwachs an Stimmanteilen und Mandaten fortsetzen konnte (jeweils plus ein Mandat). Gewinnerinnen sind auch die Grünen und die GLP, die mit drei bzw. einem hinzugewonnenen Mandat ihren schon seit mehreren Wahlen andauernden Aufwärtstrend in der Eulachstadt weiterführten. Auf beide Parteien entfielen nun je acht Sitze. Die Mitte erreichte neu mit vier Sitzen Fraktionsstärke. Hier dürfte teilweise die Fusion mit der BDP zum Tragen gekommen sein, entsprechen die vier Sitze doch der Summe der Sitze, die die beiden Parteien bei den Wahlen von 2018 hatten erringen können (CVP 3 und BDP 1). Allerdings war die BDP-Vertreterin schon wenige Wochen nach der Wahl von 2018 zur FDP gewechselt. Keine Veränderungen bei der Mandatszahl gab es bei der EVP (4), der AL (2) und der EDU (1), während die Piratenpartei neu nicht mehr im Winterthurer Stadtparlament vertreten war: Sie war nicht zur Wahl angetreten, nachdem ihr langjähriger Vertreter Marc Wäckerlin im Herbst 2021 zur SVP gewechselt hatte. Er verpasste allerdings seine Wiederwahl. An den Kräfteverhältnissen innerhalb des Parlaments änderte sich wenig, da die Verluste der SP innerhalb des links-grünen Lagers durch die Zugewinne der Grünen ausgeglichen wurden. Dasselbe gilt für die andere Seite des politischen Spektrums, wo sich Gewinne und Verluste von FDP und SVP die Waage hielten. Leicht gestärkt wurde das politische Zentrum (Mitte und GLP) mit zwei zusätzlichen Mandaten. Die Wahl brachte eine Neubesetzung von 12 Sitzen – einem Fünftel aller Mandate. Auffällig ist, dass unter den Neuen neun Frauen sind. Der Frauenanteil im Winterthurer Stadtparlament stieg damit auf 43.3 Prozent. Zugleich wurde die städtische Legislative etwas jünger, ist doch die Hälfte der Neuen jünger als 30 Jahre. Mit 35.6 Prozent lag die Beteiligung an den Wahlen zum Stadtparlament rund zehn Prozentpunkte niedriger als bei den gleichzeitig stattfindenden Exekutivwahlen und etwa fünf Prozentpunkte unter dem Wert des Jahres 2018 (40.5%).¹⁴

Kommunale Ersatzwahlen

Ende des Vorjahres **gab Aurelia Favre (sp)**, zermürbt durch ständige Angriffe seitens der SVP, **vorzeitig ihren Rücktritt bekannt**. Um einen zweiten Sitz im siebenköpfigen Stadtrat (3 SP, 2 FDP, 1 SVP, 1 CVP) zu erobern, schickte die SVP Nationalrat Jürg Stahl ins Rennen. Die SP kandidierte mit ihrer Fraktionspräsidentin Pearl Pedergnana, die EVP portierte Ruth Kleiber. Im ersten Wahlgang vom 4. März lag Stahl mit 63 Stimmen Vorsprung auf dem ersten Platz, verfehlte aber das absolute Mehr um 1600 Stimmen. Auch der zweite Wahlgang vom 1. April wurde zu einem Kopf-an-Kopf-Rennen: Die erste Auszählung ergab 37 Stimmen Vorsprung für Pedergnana, die Nachzählung kippte das Resultat mit nur einer einzigen Stimme Vorsprung zugunsten von Stahl. Da der Zürcher Regierungsrat eine Beschwerde der SP guthiess, musste Winterthur die Stimmzettel des zweiten Wahlgangs nochmals auszählen. Nach einer elfstündigen Nachzählung am 30. September – es musste solange gezählt werden, bis zweimal dasselbe Ergebnis vorlag –

WAHLEN
DATUM: 01.04.2001
MAGDALENA BERNATH

kehrte das Wahlergebnis erneut. Nun **erhielt Pedergnana eine einzige Stimme mehr als Stahl**. Dieser akzeptierte seine Niederlage. Da auch gegen diese Nachzählung zwei Beschwerden eingereicht wurden, die der Zürcher Regierungsrat aber abwies, konnte Pedergnana ihr Amt erst am 22. November, nur dreieinhalb Monate vor den Gesamterneuerungswahlen im März 2002, antreten.¹⁵

WAHLEN

DATUM: 10.07.2005
MAGDALENA BERNATH

Für die **Nachfolge des in die Zürcher Regierung gewählten Hans Hollenstein (cvp)** nominierten die Christlichdemokraten Michael Künzle, Staatsanwalt und Fraktionschef im Stadtparlament. Die Grünen schickten ihre kantonale Kopräsidentin, Marlies Bänziger, ins Rennen, und die SVP setzte auf Gemeinderätin Gisela Beutler. Im ersten Wahlgang von Anfang Juni erzielte CVP-Kandidat Künzle, der auch von der FDP und der EVP unterstützt wurde, mit 42% der Stimmen das beste Resultat. Die grüne Kandidatin Marlies Bänziger erreichte 31% – die SP hatte sich mit ihrer Empfehlung etwas schwer getan, weil die Linke im Stadtrat bereits gut vertreten ist. Gisela Beutler von der SVP kam auf 26%. Die Wahlbeteiligung lag bei 48,6%. Im Juli bestimmten die Winterthurerinnen und Winterthurer dann bei einer Beteiligung von 35,6% **Michael Künzle (cvp)** zum neuen Stadtrat. Er erreichte 61% der Stimmen, auf Marlies Bänziger (gp) entfielen 36,8%. Gisela Beutler (svp) war nicht mehr angetreten, und die SVP hatte den bürgerlichen Kandidaten zur Wahl empfohlen. Damit besteht der Winterthurer Stadtrat weiterhin aus 3 SP, 2 FDP, 1 CVP und 1 EVP.¹⁶

WAHLEN

DATUM: 26.08.2012
MARC BÜHLMANN

Mit dem gleichzeitigen Rücktritt von Verena Gick (fdp) und Ernst Wohlwend (sp), der 20 Jahre im Amt und seit 2002 auch Stadtpräsident war, **mussten in Winterthur Ersatzwahlen sowohl für den siebenköpfigen Stadtrat als auch für das Stadtpräsidium abgehalten werden**. Der Kampf um das Präsidialamt, das die SP 2002 erstmals mit Wohlwend in Besitz nehmen konnte, wurde von der CVP angeführt: sie griff mit Polizeivorsteher Michael Künzle an. Die zwei verbliebenen SP-Stadträte – Pearl Pedergnana und Nicolas Galladé – stellten sich für ihre Partei hingegen nicht zur Verfügung, so dass die neu portierte Gemeinderätin Yvonne Beutler nicht nur den vakanten SP-Stadtratssitze, sondern auch das Präsidium verteidigen sollte. Obwohl sie bei den letzten Gesamterneuerungswahlen für den Gemeinderat (Legislative) das beste Resultat erzielt hatte, wurden ihr gegen den amtierenden und über die Parteigrenzen hinaus beliebten Künzle kaum Chancen eingeräumt. Die FDP wollte ihren frei werdenden Sitz mit Barbara Günthard-Maier verteidigen. Drei Parteien ritten einen Angriff auf den Stadtrat: bei der SVP, die ihren vor zehn Jahren verlorenen Sitz zurückerobern wollte, hatte die Kronfavoritin Natalie Rickli früh abgesagt. Die Volkspartei schickte deshalb Kantonsrat René Isler ins Rennen. Die EVP wollte mit Nik Gugger, der bei den letzten Gesamterneuerungswahlen 2010 das absolute Mehr zwar erreicht hatte, als Überzähliger aber ausgeschieden war, und die GLP mit Kantonsrat Michael Zeugin in die Winterthurer Stadtregierung einziehen. Mit einem deutlichen Vorsprung **wurde Michael Künzle zum Stadtpräsidenten gewählt**. Er konnte mit 15'104 Stimmen fast doppelt so viele Wählerinnen und Wähler von sich überzeugen als Yvonne Beutler (7'937 Stimmen). Allerdings schaffte die Sozialdemokratin die Verteidigung des SP-Sitzes im Stadtrat ebenfalls klar. Sie übersprang mit 11'892 Stimmen das absolute Mehr als einzige. Die FDP konnte ihren Sitz im ersten Wahlgang hingegen nicht verteidigen: Barbara Günthard-Maier (7'846 Stimmen) lag gar noch hinter Michael Zeugin (7'911 Stimmen). Obwohl René Isler (6'360 Stimmen) noch hinter Nik Gugger (6'393 Stimmen) lag, trat er wie Günthard-Maier und Zeugin noch einmal an. Die Juso schickte den 19jährigen Simon Walter in den zweiten Wahlgang, weil sie eine rein bürgerliche Auswahl verhindern wollte. Es war schliesslich diese Juso-Kandidatur – so wurde jedenfalls in der Presse gemutmasst – **die der FDP zur Verteidigung ihres Sitzes verhalf**. Im zweiten Wahlgang obsiegte Barbara Günthard-Maier nämlich mit 6'843 Stimmen knapp vor Michael Zeugin (6'587), der wahrscheinlich einige Stimmen an Simon Walter (1'303 Stimmen) verloren hatte. Die SVP mit René Isler (4'786) konnte hingegen nicht in die Entscheidung eingreifen. Die Wahlbeteiligung beim ersten Wahlgang lag mit 42,8% mehr als zehn Prozentpunkte höher als beim zweiten (31,3%), was wohl ein weiterer Erklärungsfaktor für die erfolgreiche Verteidigung des FDP-Sitzes war. Die auffällig hohe Zahl an ungültigen Stimmen im ersten Umgang – rund 13% der Wahlzettel zählten nicht – war darauf zurückzuführen, dass viele Wählerinnen und Wähler Michael Künzle zweimal auf den Wahlzettel aufführten, obwohl er als Amtierender nur für das Präsidialamt, natürlich aber nicht für den Stadtrat antrat.¹⁷

WAHLEN
DATUM: 02.04.2017
DIANE PORCELLANA

Matthias Gfeller (ZH, verts) a déposé sa **démission de l'exécutif de la ville de Winterthur** pour des motifs de santé. Pour le remplacer, le PS a nommé Christa Meier comme adversaire au candidat vert Jürg Altwegg. Le parti, estimant que les écologistes n'avaient aucune chance face au candidat bourgeois Daniel Oswald (udc), espérait ainsi renforcer la présence centre-gauche à l'exécutif de la ville. Le PEV a lancé Barbara Huizinga-Kauer. Les Vert'libéraux ont proposé Michael Zeugin, qui avait déjà échoué lors des élections de 2010 et 2012, comme une alternative entre les pôles droit et gauche. Daniel Oswald et Christa Meier partaient favoris grâce à un électorat fort. Le PLR a affiché son soutien pour le seul candidat bourgeois. Le PDC, quant à lui, n'a donné aucune consigne.

Avec une participation de 42.9% et une majorité absolue fixée à 13'268 voix, Daniel Oswald arrive en tête avec 7'451 suffrages. Il est suivi par Christa Meier (6'209 voix), Jürg Altwegg (5'336), Michael Zeugin (4'500) et finalement Barbara Huizinga-Kauer (2'127). Pour contrer l'ascension bourgeoise, le PS et le PEV abandonnent la course afin de mettre toutes les chances du côté des verts. Le PLR, le PDC et le PBD recommandent Daniel Oswald. Les Vert'libéraux laissent le choix libre.

Lors du second tour, avec une participation de 35.9%, Jürg Altwegg l'emporte largement avec 14'257 voix contre 8'624 suffrages pour Daniel Oswald. Ainsi, le siège vert est maintenu.¹⁸

WAHLEN
DATUM: 07.07.2019
ELIA HEER

Anfangs April 2019 gab die Winterthurer Finanz-Stadträtin Yvonne Beutler (sp) überraschend ihren Rücktritt bekannt – nur rund ein Jahr nach ihrer von den Medien damals als «glanzvoll» bezeichneten Wiederwahl bei den Stadtratswahlen von 2018, als sie mit Abstand am meisten Stimmen geholt hatte. Beutler begründete ihren Entscheid damit, dass sie eine «neue berufliche Herausforderung» annehmen wolle.

Die **Ersatzwahl** für Beutlers freigewordenen Sitz in der **Winterthurer Stadtregierung** wurde von der Stadt auf den 7. Juli 2019 gelegt. Die SP portierte den 40-jährigen Kaspar Bopp (ZH, sp). Bopp hatte sich 2016 nach vier Jahren im Stadtparlament vorläufig aus der Politik zurückgezogen. Herausgefordert wurde Bopp von der Grünliberalen Annetta Steiner (ZH, glp), welche seit neun Jahren im Stadtparlament politisierte. Bopp und Steiner blieben die einzigen Kandidierenden, denn für die SVP, welche nur ein Jahr zuvor ihren Regierungssitz verloren hatte, meldete sich keine Kandidatin und kein Kandidat und die Partei beschloss stattdessen Stimmfreigabe. Die FDP stellte ebenfalls keine Kandidatur, entschied aber, eine offizielle Wahlempfehlung für Steiner abzugeben.

Für einiges Aufsehen im Wahlkampf sorgte die Wahlempfehlung des VCS, welcher, getreu seinen eigenen Regeln, das kantonale VCS-Vorstandsmitglied Steiner zur Wahl empfahl, was viele Personen aus dem links-grünen Lager empörte.

Insgesamt schienen die beiden Kandidierenden in vielen Positionen übereinzustimmen. Differenzen gab es aber beispielsweise bei der Finanzpolitik oder der Altersvorsorge.

Das Resultat am Wahlsonntag fiel relativ deutlich aus. Kaspar Bopp holte 9'993 Stimmen und übertraf damit das absolute Mehr von 9'131 Stimmen bereits im ersten Wahlgang. Steiner holte 7'335 Stimmen und musste sich geschlagen geben. Die Stimmbeteiligung betrug 27.7 Prozent. Bopp trat im November 2019 den Posten als Finanzvorsteher an.¹⁹

WAHLEN
DATUM: 23.08.2020
ELIA HEER

Die Vorsteherin des Departements Sicherheit und Umwelt in der **Winterthurer Stadtregierung**, Barbara Günthard-Maier (ZH, fdp), kündigte im April 2020 überraschend ihren Rücktritt per Ende Jahr an. Sie gab nach acht Jahren im Stadtrat ihr Amt ab und wechselte in die Kommunikationsabteilung des EDA. Günthard-Maiers Rücktritt war schon der dritte unerwartete Abgang aus dem Winterthurer Stadtrat seit 2016. Erst ein Jahr zuvor hatte die damalige Finanzvorsteherin Yvonne Beutler den Hut gezogen. Die Stadt setzte den Termin für die **Ersatzwahl** auf den 23. August 2020.

Im Rennen um Günthard-Maiers Nachfolge präsentierte die städtische FDP noch am gleichen Tag der Rücktrittsankündigung ihren Kandidaten, nämlich ihren Fraktionspräsidenten im Grossen Rat, Urs Hofer (ZH, fdp). Konkurrenz bekam Hofer von den Grünliberalen, welche Kantonsrätin Katrin Cometta (ZH, glp) portierten. Comettas Kandidatur war bereits der siebte Anlauf der GLP auf die Eroberung eines Winterthurer Stadtregierungssitzes. Alle bisherigen Versuche waren gescheitert. Die Partei hatte in Winterthur allerdings inzwischen mit 14.3 Prozent Wähleranteil (gemessen an den Ergebnissen der Nationalratswahlen 2019 der Stadt Winterthur) die in der Regierung doppelt vertretene FDP (10.6% Wähleranteil) überholt. Die SP verzichtete derweil auf

eine eigene Kandidatur. Mit drei Mitgliedern sei die Partei im Stadtrat bereits sehr gut vertreten, so die Sozialdemokraten. Die SP empfahl stattdessen Cometta zur Wahl – dies taten auch die Grünen und die EVP.

Die Unterstützung dieser Mitte-Links-Allianz reichte Katrin Cometta wohl zum Sieg. Sie holte 12'125 Stimmen und übertraf damit das absolute Mehr von 11'140 Stimmen. Urs Hofer kam derweil nur auf 9'620 Stimmen. Die Wahlbeteiligung lag bei 33.5 Prozent. Damit zogen die Grünliberalen zum ersten Mal in die Winterthurer Stadtregierung ein.²⁰

-
- 1) Elections communales et cantonales 2017
 - 2) Elections cantonales et communales 2018
 - 3) Elections cantonales et communales 2020
 - 4) Résumé élections cantonales et communales 2022
 - 5) NZZ, 27.2.82, 8.3.82, 9.3.82.
 - 6) Zürcher Presse vom 3. und 4.3.86; NZZ, 7.1.86; 14.1.86, 2.4.86; TA, 22.2.86, 20.3.86, 7.4.86, 20.5.86.
 - 7) NZZ und TA, 26.2.90.
 - 8) Presse vom 7.3. und 8.3.94,23
 - 9) Presse vom 23.2. und 24.2.98.
 - 10) TA, 24.10. und 1.11.01 und 4.1.-21.2.02; NZZ, 11.10.-1.11.01, 11.1.-22.2.02; NZZ und TA, 4.3.02; NZZ und TA, 8.4.02.
 - 11) TA, 22.1., 27.1. und 20.2.10; NZZ, 25.-27.2.10; Presse vom 22.1. bis 6.3.10.; Presse vom 8.3.10
 - 12) NZZ, 4.1., 8.1., 23.1., 1.2., 10.2., 11.2., 12.2.14
 - 13) Landbote Online, 4.3.18; Landbote, 14.12.2017; Landbote, 20.4.18; Landbote, 5.3.18; Landbote, 8.3.18; Landbote, 9.3.18; Resultate Wahl für den Grossen Gemeinderat vom 4.3.18; Resultate Wahl für den Stadtrat vom 4.3.18; Resultate Wahl fürs Stadtpräsidium vom 15.4.18; SRF Online vom 4.3.18; AZ, NZZ, 5.3.18; NZZ, 6.3.18; AZ, NZZ, 9.3.18
 - 14) Ergebnisse Parlamentswahlen Winterthur vom 13.2.22; Ergebnisse Stadtratswahlen vom 13.2.22; Landbote vom 03.01.2022; Landbote vom 14.2.22; Landbote vom 15.2.22; Landbote vom 16.12.2021; Landbote vom 20.12.2021; NZZ, 14.2.22
 - 15) TA, 5.1.-20.2.01 und 15.3.-24.3.01; NZZ, 12.1.-24.1.01 und 21.3.01; Presse vom 5.3.01; Presse vom 2.4.01; NZZ und TA, 22.9.01; NZZ und TA, 1.10. und 2.10.01; NZZ und TA, 31.10.01; NZZ und TA, 22.11.01
 - 16) TA, 12.-15.4., 28.4., 7.5., 23.5., 9.6. und 23.6.05; NZZ und TA, 6.6.05; NZZ und TA, 11.7.05.
 - 17) TA, 14.3., 17.3., 21.3., 3.4. und 30.5.12; TA, 18.6.12; TA, 19.6. und 20.6.12; TA, 27.6.12
 - 18) Résultats 1er tour; Résultats 2nd tour; TA, 2.11., 9.11.16, 3.2., 13.2., 15.2., 17.2., 25.3., 3.4.17
 - 19) TA, 4.4.19; NZZ, 2.7., 8.7.19
 - 20) NZZ, 30.4.20; TA, 20.5.20; NZZ, 11.8., 24.8.20